



LES 72H DULAIT DE BRUXELLES

Rapport
des sessions du 8 et 9 avril 2019

Sigles

ACP	Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
AEFJN	Africa Europe Faith Justice Network
ALDE	Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe
AMAD	Association Mauritanienne pour l'auto-développement
APE	Accords de Partenariats Économiques
APESS	Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
BAB	Banque Aliments Bétail
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CELEP	Coalition of European Lobbies for Eastern African Pastoralism
CFSI	Comité Français pour la Solidarité Internationale
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CoR	Comité des Régions
DG	Directions Générales CE
DGD	Direction Générale de la Coopération belge au Développement
DITSL	Deutsches Institut für tropische und subtropische Landwirtschaft GmbH
EFA	European Free Alliance
EMB	European Milk Board
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FENALAIT	Fédération Nationale des professionnels de la Filière Lait
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIL-IDF	International Dairy Federation
FWA	Fédération Wallonne de l'Agriculture
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IRAM	Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de développement
MGV	Matières Grasses Végétales
MIG	Milcherzeuger Interessengemeinschaft (Communauté d'Intérêt des Producteurs de Lait)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAC	Politique Agricole Commune
PMA	Pays les Moins Avancés
RBM	Réseau Bilital Maroobé
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles en Afrique de l'Ouest
RSE	Responsabilité Sociétale d'Entreprise
SPAI	Sous-Produits Agro Industriels
TEC	Tarif Extérieur Commun
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UMPL/B	Union nationale des Mini-Laiteries et Producteurs de Lait Local au Burkina Faso
VSF	Vétérinaires Sans Frontières Belgique

Table des matières

<i>Agenda</i>	4
<i>A. Rapport</i>	6
<i>1. Jour 1 : « La chaîne de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest : quel soutien pour quelle filière ? », - Atelier et Echanges, 8/04/2019, Comité Economique et Social européen, Bruxelles</i>	6
1.1. « La compétitivité de la filière lait local : entre défis de quantité et de qualité, étude de cas en milieu sahélien » - Dr. Christian Dovonou (présentation ici).....	6
1.2. « Approvisionner durablement en lait local les centres urbains en Afrique de l'Ouest, cas de Niamey et le projet Nariindu » - Celia Coronel, Coordinatrice à l'Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM) (présentation ici).	6
1.3. « Le mécanisme lait contre aliment bétail – un modèle victime de son succès » - Dodo Boureima, secrétaire général du Réseau Bilital Maroobé (RBM) (présentation ici).....	7
1.4. « La laiterie Tiviski en Mauritanie : une entreprise privée engagée dans la valorisation des produits pastoraux » - Nagi Ichidou, La laiterie de Tiviski. Présenté par Serge Aubague de Care DK (présentation ici) :.....	7
1.5. « Pour un lait durable au Sud, comme au Nord : exemple de Fairefaso au Burkina Faso » - Ibrahim Diallo (Union nationale des Mini-laiteries et Producteurs de Lait local au Burkina Faso-UMPL/B) et Erwin Schöpges (président de l'European Milk Board-EMB) (présentation ici).....	8
1.6. Présentation de la plateforme « Innovation Lait » - Hindatou Amadou, Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS) (lien vers la vidéo en ligne ici).....	9
1.7. Discussions – échanges – éléments de clarification.....	9
<i>2. Jour 2 : Mardi 9 avril 2019 « Comment des politiques communautaires cohérentes peuvent soutenir le développement du secteur laitier local en Afrique de l'Ouest » - Table Ronde Politique, Résidence Palace, Bruxelles</i>	10
2.1. Introduction	10
2.2. Panel 1 : « Influence du commerce et des investissement européens ».....	11
2.2.1. Interventions complémentaires.....	12
2.2.2. Discussions et échanges	13
2.3. Panel 2 : « Propositions pour la cohérence des politiques européennes en appui au développement de la filière locale ».....	14
2.3.1. Interventions complémentaires.....	15
2.3.2. Discussion.....	16
2.4. Conclusion.....	17
<i>B. Annexe : Liste des Participants Jour 1</i>	18
<i>C. Annexe : Liste des Participants Jour 2</i>	21

Agenda

Jour 1 : lundi 8 avril 2019 : « La chaîne de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest : quel soutien pour quelle filière ? », - Atelier et Echanges, Comité Economique et Social européen, Bruxelles

Horaire	Sujet
9h00 – 9h10	Accueil et mots de bienvenue – Dr Christian Corniaux, CIRAD/Pôle Pastoralisme et Zones Sèches et Yves Somville, Secrétaire général adjoint honoraire de la Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA) et membre du Groupe Diversité Europe (Groupe III) du CESE
9h10 – 9h25	« La compétitivité de la filière lait local : entre défis de quantité et de qualité, étude de cas en milieu sahélien » - Christian Dovonou, Directeur pays au Burkina Faso pour Vétérinaires Sans Frontières Belgique
9h25 – 9h40	« Approvisionner durablement en lait local les centres urbains en Afrique de l'Ouest, cas de Niamey et le projet Nariindu » - Celia Coronel, Coordinatrice à l'Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM)
9h40 – 9h55	« Le mécanisme lait contre aliment bétail – un modèle victime de son succès » - Dodo Boureima, secrétaire général du Réseau Bilital Maroobé (RBM)
9h55 – 10h30	Questions-réponses
10h30 - 11h	Break
11h – 11h15	« La laiterie Tiviski en Mauritanie : une entreprise privée engagée dans la valorisation des produits pastoraux » - Nagi Ichidou, La laiterie de Tiviski – remplacé par Serge Aubague, Care DK
11h15 – 11h30	« Pour un lait durable au Sud, comme au Nord : exemple de Faïrefaso au Burkina Faso » - Ibrahim Diallo (Union nationale des Mini-laiteries et Producteurs de lait local au Burkina Faso-UMPL/B) et Erwin Schöpges (président de l'European Milk Board-EMB)
11h30 – 11h45	Présentation de la plateforme « Innovation Lait » - Hindatou Amadou, Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS)
11h45 – 12h20	Questions - Réponses
12h20 – 12h30	Conclusion
12h30 – 13h30	Lunch

Jour 2 : Mardi 9 avril 2019 « Comment des politiques communautaires cohérentes peuvent soutenir le développement du secteur laitier local en Afrique de l'Ouest » - Table Ronde Politique, Résidence Palace, Bruxelles

Horaire	Sujet
9h30 – 9h45	Introduction : <ul style="list-style-type: none"> • Mots de bienvenue - Maria Heubuch, membre du Parlement européen (GREENS/EFA) • État des lieux de la filière en Afrique de l'Ouest - point de vue des éleveurs laitiers - Ibrahima Aliou (Secrétaire Général de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane -APESS) et Dodo Boureima (Secrétaire Général du Réseau Billital Maroobe – RBM) • Potentiel de la production laitière locale et soutien politique – Juliette Paule Zingan, Députée à l'Assemblée Nationale du Sénégal • Discussion et échange
10h10 – 11h20	Panel 1 : « L'influence du commerce et des investissements européens » :

	<ul style="list-style-type: none"> • Effet du lait européen sur la filière laitière locale - Laurent Levard (GRET) et Hindatou Amadou (Coordinatrice de la campagne « Mon lait est Local » et membre de l'APESS) • Stratégie de développement des industries européennes en Afrique de l'Ouest – To collect or not to collect? • Le commerce de « poudre de lait écrémée et réengraissée en matière grasse végétale » - Docteur Christian Corniaux (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD) • Le Kenya – une politique d'importation favorisant le développement de la filière locale ? - Docteure Margareta Lelea (chercheuse auprès de l'Institut Allemand pour l'Agriculture Tropicale et Subtropicale - DITSL) • Interventions complémentaires de : <ul style="list-style-type: none"> ○ Maria Noichl, membre du Parlement européen (S&D) ○ Leonard Mizzi, Commission européenne (DG DEVCO) ○ Johannes Pfaller, producteur laitier et membre de l'EMB • Discussions et échanges
11h20 – 11h40	Break
11h40 – 13h00	<p>Panel 2 : « Propositions pour la cohérence des politiques européennes en appui au développement de la filière locale »</p> <ul style="list-style-type: none"> • La politique agricole européenne (PAC) : Do no harm? Pour la cohérence de la PAC avec le développement de la filière Lait local en Afrique de l'Ouest – Pascal Erard (Comité Français pour la Solidarité Internationale – CFSI) • Programme de responsabilisation face au marché : propositions de producteurs laitiers européens – Sieta van Keimpema • Intégrer les perspectives Sud par la participation des organisations de producteurs dans les politiques et rôle du monitoring des marchés laitiers - Philippe Collin, Confédération paysanne, administrateur chez Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) • La politique commerciale – Analyse et proposition. How can coherent European policies contribute to the development of the local dairy industry in West Africa? - Marc Maes (11.11.11 – Concord) • Interventions complémentaires de <ul style="list-style-type: none"> ○ Hilde Vautmans, membre du Parlement européen (ALDE) ○ Cristina Miranda Gosalvez, Commission européenne (DG AGRI) ○ Ibrahim Diallo, Président de l'Union des Mini-laiteries et des Producteurs de Lait au Burkina Faso (UMPL/B) • Discussions et échanges • Conclusion et synthèse
13h30	Lunch

Rapport

1. Jour 1 : « La chaîne de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest : quel soutien pour quelle filière ? », - Atelier et Echanges, 8/04/2019, Comité Economique et Social européen, Bruxelles

1.1. « La compétitivité de la filière lait local : entre défis de quantité et de qualité, étude de cas en milieu sahélien » - Dr. Christian Dovonou ([présentation ici](#)).

Dr. Dovonou rappelle l'importance de la filière lait au Burkina Faso avec des chiffres (l'élevage occupe 80 % de la population, le troupeau est composé de 10 millions de têtes bovines, contribue au PIB à hauteur de 12 à 15 %). Tout en précisant qu'il n'y a pas de données spécifiques pour la filière laitière locale, si ce n'est que cette filière locale représente +/- 15 % de la filière lait du Burkina Faso, le reste étant représenté par l'importation de lait en poudre. La spécificité des vaches locales (présentes dans la région du SAHEL) est qu'elles produisent 2 litres de lait par jour. Dr. Dovonou continue avec la présentation d'un projet précis de Vétérinaires Sans Frontières Belgique au Nord du Burkina Faso. Il s'agit du projet « Seeds for Solutions », un projet financé par la fondation IKEA qui concerne entre autres le développement de la filière laitière dans deux camps de réfugiés. Les réfugiés sont généralement des pasteurs maliens. Le projet est intervenu pendant 3 ans pour développer la filière laitière afin de distribuer le lait des troupeaux de réfugiés dans des cantines destinées aux enfants des réfugiés. Le modèle développé dans le projet a travaillé de façon à intégrer tous les maillons de la chaîne de valorisation du lait, à savoir : (i) la **production** (y compris l'alimentation du bétail, la santé du bétail, la conduite du troupeau et la mise en relation) ; (ii) la **collecte** (installation des centres de collecte à mi-chemin entre les laiteries et les bassins laitiers) et (iii) la **transformation** (les laiteries existantes ont été réhabilitées pour répondre aux exigences de qualité). Les résultats après 3 ans du projet étaient (i) une augmentation de la production, (ii) une amélioration de la qualité du lait, (iii) la mise en conformité des mini-laiteries aux normes sanitaires et hygiéniques.

1.2. « Approvisionner durablement en lait local les centres urbains en Afrique de l'Ouest, cas de Niamey et le projet Nariindu » - Celia Coronel, Coordinatrice à l'Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM) ([présentation ici](#)).

Célia Coronel présente le projet Nariindu¹, qui appuie la structuration de la filière lait dans la périphérie de Niamey et en particulier appuie trois centres de collecte (structures qui collectent du lait cru, contrôlent la qualité, refroidissent le lait et le livrent dans des laiteries) qui se situent dans un rayon de 50km de Niamey. Les centres de collecte fournissent un ensemble de services aux éleveurs comme par exemple l'approvisionnement d'aliments pour le bétail. Chaque centre a une capacité de collecte de 2000 litres par jour et travaille avec plus de 500 (à 1000) éleveurs. Les centres travaillent en collaboration avec un réseau de collecteurs privés et vendent leur lait à la laiterie privée SOLANI. Les centres génèrent 5 emplois directs et ont 15 collecteurs privés chacun. Les différences entre les centres et les (mini-)laiteries sont (i) qu'ils ne transforment pas le lait collecté, (ii) qu'ils ont une plus grande capacité par rapport aux mini-laiteries, et (iii) qu'ils sont liés, en aval, à des unités de transformation qui achètent le lait.

¹ Le projet Nariindu (phase 1 de 2012 à 2016, phase 2 de 2017 à 2020) est financé par l'AFD, le CFSI et la DCI monégasque. Son objectif est de contribuer au développement durable de la filière lait périurbaine de Niamey, au profit des petits éleveurs et des consommateurs. Le modèle de développement est basé sur des centres de collecte paysans multiservices, intermédiaires entre producteurs et marchés et le renforcement de partenariats avec les industriels. Deux centres de collecte sont appuyés, un troisième est en cours de construction. Les centres garantissent quantité et qualité du lait à l'industrie laitière, favorisent une appropriation par les producteurs et assurent des services aux éleveurs (approvisionnement en aliments, conseils de gestion). Nariindu continue à améliorer ce modèle mais de nouveaux défis apparaissent. Entre 2012 et 2017, le volume annuel de lait collecté par les centres est passé 120 000 litres à 400 000 litres. En 2018 les deux industries les plus investies sur le lait local ont diminué leurs achats, menaçant la rentabilité des centres. Le projet explore donc les possibilités de collaboration avec d'autres industriels et renforce le dialogue avec les acteurs publics.

Le projet Nariindu fournit de l'appui aux investissements et de l'appui-conseil, mais pas de subvention au fonctionnement des centres. Ceux-ci dégagent des revenus positifs, ils sont rentables. Célia Coronel explique également que, depuis 2017, SOLANI rencontre des difficultés pour acheter le lait (les achats ont diminué de 30 % en 2 ans) et paie avec retard. Les centres ont été jusqu'à présent capables de résister à ces aléas. Mais ils doivent diversifier leurs débouchés pour gérer ces risques de marché. La demande existe, elle est importante à Niamey. Le projet Nariindu appuie les centres à se mettre en lien avec d'autres unités de transformation, intéressées à valoriser le lait local.

1.3. **« Le mécanisme lait contre aliment bétail – un modèle victime de son succès »** - Dodo Boureima, secrétaire général du Réseau Bilital Maroobé (RBM)
(présentation [ici](#))

Dodo Boureima explique dans sa présentation que la production du lait dépend fortement de l'alimentation du bétail et que le lait occupe une place importante dans le système alimentaire des ménages. Le bétail qui ne part pas en transhumance est nourri avec les résidus de récolte qui représentent un aliment important, au-delà des pâturages. Le problème central est que les pâturages sont de plus en plus dégradés et accaparés, donc les éleveurs transhumants ont besoin des produits alimentaires agroindustriels pour nourrir leur bétail. Ces aliments sont rares, explique-t-il, aussi, ils sont sujets à des spéculations et certains éleveurs doivent vendre leurs animaux pour pouvoir les acheter. Selon Dodo Boureima, la solution se trouve dans les Banques Aliments Bétaïls (BAB). Celles-ci évitent aux producteurs et éleveurs de se déplacer pour se rendre au marché dans le but d'acheter des aliments. Cependant, les prix des Sous-Produits Agro Industriels (SPAI) – vendus dans les BAB - restent chers et sans subvention. Ceci est dû au fait que les quantités de SPAI achetés par les BAB dépendent du déficit fourrager et que les BAB ne constituent pas des clients fidèles ni prioritaires pour les huileries ou les minoteries. Par conséquent, la demande des éleveurs pour les SPAI dépend du prix qu'offrent les BAB et ce prix offert dépend de l'aide publique. Les centres de collecte, quant à eux, se fournissent directement auprès des usines (huileries et minoteries). Ceci s'explique par le fait qu'ils doivent être mesure de fournir régulièrement des SPAI aux éleveurs afin de garantir une production laitière constante. Dodo Boureima donne l'exemple de la laiterie de Tiviski et des centres de collecte de Hamdallaye et de Kolo. Dans ces exemples, la demande des éleveurs en aliment de bétail ne dépend pas de l'aide apportée par l'État ou les ONG, mais du prix des SPAI que les centres de collecte ont pu négocier avec les huileries et minoteries. En effet, si les SPAI sont plus chers dans les BAB, les éleveurs iront se fournir dans les centres de collecte et inversement. Cependant, nous explique Dodo, pour acheter des SPAI, même au niveau des centres de collecte, il faut avoir de l'argent en cash. Par contre les éleveurs ne l'ont pas toujours. C'est pour cela qu'a été développé le mécanisme « lait contre aliment bétail » selon lequel l'essentiel de la production de lait revendu est payé en aliment bétail aux éleveurs à des prix inférieurs au marché. Il explique également que ce mécanisme de lait contre aliment modifie les habitudes des éleveurs et sécurise la mobilité. Par contre, il explique que ce mécanisme est victime de son propre succès et que la production ne peut pas suffisamment être écoulee, comme c'est le cas au Niger par exemple. Il confie que cela fait partie de ses préoccupations pour le futur.

1.4. **« La laiterie Tiviski en Mauritanie : une entreprise privée engagée dans la valorisation des produits pastoraux »** - Nagi Ichidou, La laiterie de Tiviski.
Présenté par Serge Aubague de Care DK (présentation [ici](#)) :

La présentation de Serge Aubague commence avec une description chiffrée du potentiel de la Mauritanie en mettant l'accent sur ses effectifs en bovins et en camelins estimés respectivement à 1 500 000 et 1 000 000 de têtes. Ensuite, il résume l'histoire de la laiterie de Tiviski, créée par Nancy Abederrahmane. Tiviski transforme actuellement entre 12 000 et 22 000 litres de lait par jour et sa production est 3 à 4 fois supérieure aux autres concurrents d'Afrique de l'Ouest. Elle possède un staff de 200 personnes et produit en tout environ 3000 emplois directs et indirects. Tiviski achète du lait bien au-delà de la capitale du pays, et elle l'achète à un bon prix : 0,45 € le kilo pour ce qui concerne le lait de vache et de chèvre. Dans la présentation de l'aperçu historique de Tiviski, Serge Aubague explique qu'il y a trois éléments qui ont un impact sur la quantité de lait acheté par la laiterie, à savoir (i) la concurrence, (ii) la sécheresse de 2004, et (iii)

l'augmentation du prix des céréales. Serge continue en faisant le point sur les nombreux défis auquel la laiterie a dû faire face. Ces défis sont décrits dans un livre "Du lait dans le désert" écrit par la fondatrice de Tiviski, Nancy Jones Abeiderhamane. Il s'agit, entre autres, de la distance entre les zones de production et la laiterie, la faible productivité, le manque d'infrastructures, le climat aléatoire, la fluctuation saisonnière, la qualité incertaine du lait cru, le manque de main d'œuvre qualifiée, l'importation de poudre de lait et l'idéologie ultra-libérale du gouvernement. A cause de ces défis, quand le pic de production arrive, la demande s'écroule et inversement. Serge ne cache pas que le but de Tiviski est de faire du bénéfice, ce qui cadre dans l'approche « business » de la laiterie. Ceci a eu un impact sur les éleveurs qui vendent leur lait à Tiviski : ils fixent leurs vaches laitières permettant ainsi de moderniser le système ainsi que de mettre les enfants à l'école tout en leur permettant d'apprendre le métier d'éleveur lorsqu'ils rentrent à la maison, en s'occupant des vaches laitières et des veaux. A nouveau, dans le cadre de son approche « business », la laiterie offre plusieurs types de services dont notamment l'accès à l'aliment bétail, afin de fidéliser les producteurs laitiers. Grâce à la vente des produits laitiers, la laiterie peut acheter de l'aliment bétail à moindre coût pour ses producteurs. Il faut noter que ce n'est pas le prix de vente qui les motive, mais le coût de revient. Du coup, les éleveurs n'achètent pas de l'aliment bétail pour produire du lait mais vendent du lait pour acheter de l'aliment bétail. Un des objectifs de la laiterie est également de garantir une offre de lait local pour les populations urbaines qui consomment beaucoup de lait en poudre. Après avoir fait le point sur la nécessité d'appuyer les entreprises si l'on veut tirer le marché en avant plutôt que de pousser la production à la mévente, Serge conclut sur le fait que l'Europe doit arrêter de protéger son marché et arrêter d'obliger les pays les moins avancés (PMA) à ouvrir leurs frontières aux produits européens.

1.5. **« Pour un lait durable au Sud, comme au Nord : exemple de Fairefaso au Burkina Faso »** - Ibrahim Diallo (Union nationale des Mini-laiteries et Producteurs de Lait local au Burkina Faso-UMPL/B) et Erwin Schöpges (président de l'European Milk Board-EMB) (présentation [ici](#)).

La présentation commence par la description du contexte burkinabé en présentant quelques chiffres et en expliquant qu'en Afrique, le capital d'une famille se voit par rapport à son bétail et non pas par rapport à son compte en banque comme en Europe. Aussi, à la naissance, un enfant possède déjà une vache, cela constitue son épargne. Le lait, qui est géré par les femmes, constitue sa carte bancaire. Ibrahim Diallo rappelle également le rôle important des femmes dans le secteur laitier. Après cette introduction, Ibrahim Diallo présente le contexte historique du développement du secteur laitier dans le pays avec notamment la création des laiteries industrielles au courant des années 80 par les États. Ces laiteries industrielles ont rencontré rapidement des problèmes de gestion à la fin des projets initiateurs et beaucoup ont dû rapidement mettre la clé sous la porte. Dans les années 1990, les mini-laiteries commencent à être créées. Celles-ci sont plus petites de taille et, au lieu d'être gérées par l'État, elles sont gérées par des coopératives et des groupements. Ce sont elles qui sont au centre de l'UMPL/B, créée en 2007, et qui compte aujourd'hui 63 mini-laiteries et plus de 6000 producteurs. Le prix du lait, local et équitable, est calculé en fonction du coût de production, de transformation, de commercialisation et de l'enseigne. Pour assurer ce système de rémunération, l'UMPL/B, avec le soutien du MIG et appuyé par plusieurs ONGs, a créé le label « Fairefaso ». Ce label appartient aux producteurs. Il est porté par 4 mini-laiteries qui sont approvisionnées par plus de 600 éleveurs. L'objectif de la marque est de se distinguer avec le lait local et équitable, et d'interpeller les consommateurs sur la nécessité de consommer du lait local et équitable. L'adhésion à la marque se fait de manière libre et volontaire. Cependant il y a des conditions minimales, les mini-laiteries doivent disposer d'un équipement garantissant la qualité des produits, une bonne hygiène et elles doivent travailler uniquement avec du lait local.

1.6. **Présentation de la plateforme « Innovation Lait »** - Hindatou Amadou, Association pour la Promotion de l'Élevage au Sabel et en Savane (APESS) (lien vers la vidéo en ligne [ici](#)).

Hindatou Amadou explique que la plateforme se définit comme un espace de concertation entre les acteurs lait. La plateforme offre un cadre pour des échanges sur des nouvelles techniques, donne un espace de fourniture et facilite la mise en marché. La plateforme compte aujourd'hui 1994 membres. Elle regroupe 4 unités de transformation. Il y a également 300 membres qui font de la culture fourragère. Au début de la plateforme, une vache moyenne, produisait 0,5 litre de lait. Maintenant avec la création de la plateforme, les aliments de bétail et les services vétérinaires, les vaches arrivent à produire 2,5 litres de lait par jour et le prix a augmenté de 200 FCFA, avec un prix à 300 FCFA en saison sèche et 250 FCFA en saison pluvieuse.

1.7. **Discussions – échanges – éléments de clarification**

Après chaque session de présentations, des échanges et des débats ont lieu entre les orateurs et les participants. Pour la première présentation, il est clarifié qu'au Burkina Faso, c'est le laboratoire d'élevage qui fait toutes les analyses de qualité de lait et qu'une bonne pasteurisation permet déjà de contrôler plusieurs pathologies. Il est aussi clarifié que le projet a voulu s'ouvrir plus au marché et que par conséquent, des recherches avaient été faites. Malheureusement le prix du lait local n'était pas assez compétitif. Par rapport au prix, l'orateur clarifie que les décisions sur le prix étaient prises avec les mini-laiteries et les collecteurs, en fonction des saisons.

Quant à la deuxième présentation concernant le projet Nariindu, plusieurs questions sont posées par rapport à la relation entre les centres de collecte et SOLANI, l'entreprise privée à laquelle les centres de collecte fournissent du lait. Dans les réponses, il est clarifié que le projet n'a pas eu de regard sur la gestion de SOLANI et que les défis qui se posent dans la collaboration avec SOLANI prouvent que les centres de collecte appuyés à travers le projet doivent maintenant se diversifier. Il est également confirmé que les limitations au niveau du fonctionnement du projet ne sont pas dues à un manque de demande mais plutôt au manque de débouchés et que les circuits des centres de collecte ne représentent aucun surcoût et aucune perte au niveau de la qualité. Les centres de collecte n'entrent pas en compétition entre eux, vis-à-vis de SOLANI mais collaborent plutôt tous et se regroupent pour livrer le lait.

En ce qui concerne la troisième présentation, une question particulière est de savoir pourquoi on ne se concentre pas plus sur les cultures fourragères. Il est expliqué qu'en effet, ça serait une bonne idée de travailler davantage là-dessus. Par contre, les éleveurs sont au courant qu'on ramasse de plus en plus les résidus et qu'ils sont stockés. Les stocks sont revendus aux éleveurs qui sont près des centres de collecte. La culture fourragère pose aussi un problème d'accès au foncier ainsi que d'accès à l'eau.

Après la pause, l'atelier continue avec une intervention de Madame Zingan, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, sur la question des importations de poudre de lait. Dans son intervention, Madame Zingan fait le point sur le rôle du Parlement pour lutter contre le dumping. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les parlementaires doivent agir et doivent promouvoir des politiques qui ont un impact positif sur la population. Selon elle, ces politiques doivent être harmonisées au niveau de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Suite à cette intervention, le cas de la laiterie de Tiviski est présenté et discuté. Une question particulière est posée par rapport au modèle promu par Tiviski. Suite à cette question, il est clarifié que Tiviski veut proposer un modèle acceptable au plus grand nombre d'éleveurs. Le moteur du modèle est d'avoir accès à des intrants moins chers. Les éleveurs produisent du lait pour avoir accès aux aliments bétail moins chers. La diversification dans le lait se fait donc essentiellement dans ce but.

Il y a également une série de questions pour Ibrahim et Erwin qui ont présenté le cas de Fairefaso ainsi que pour Hindatou suite à la présentation de la plateforme innovation lait d'APESS. Des clarifications sont apportées par rapport à l'importance de la création de Fairefaso, le label du lait local ; par rapport au positionnement des éleveurs européens (dont tous ne pensent pas qu'il soit important de soutenir la filière

locale en Afrique) et par rapport au rôle des femmes, dont le rôle dans la production laitière ne peut pas être sous-estimé.

En guise de conclusion, Docteur Christian Corniaux qui a présidé toute la matinée, conclut la session en stipulant qu'il n'y a pas de mauvaise solution pour les défis et enjeux au niveau du lait local en Afrique de l'Ouest. Il est important de s'appuyer sur tout ce qui se fait actuellement et de développer des solutions communes, au niveau de la CEDEAO, y compris les pays côtiers et particulièrement le Nigéria. Le rôle de ce dernier doit être reconnu. Le Nigeria importe beaucoup de lait mais en même temps en produit également beaucoup. On a tendance à oublier que le Nigeria a le plus grand troupeau en Afrique de l'Ouest. Il est également important de souligner le rôle des pouvoirs publics. Avant c'était impossible d'avoir des représentants étatiques dans des ateliers et des conférences. Aujourd'hui, grâce aux organisations paysannes, tout le monde travaille ensemble et est écouté. Le rôle du plaidoyer est donc important, d'où l'importance et la pertinence de la campagne « N'exportons pas nos problèmes ».

2. Jour 2 : Mardi 9 avril 2019 « Comment des politiques communautaires cohérentes peuvent soutenir le développement du secteur laitier local en Afrique de l'Ouest » - Table Ronde Politique, Résidence Palace, Bruxelles

2.1. Introduction

L'atelier commence avec une session d'introduction pour rappeler aux participants l'importance de la filière laitière locale en Afrique de l'Ouest et les enjeux politiques au niveau européen. Benoit De Waegeneer (Oxfam) préside cette première séance et passe la parole à la députée Heubuch pour une première intervention. Par la suite, Maria Heubuch (députée allemande au Parlement européen pour les Verts/EFA) accueille à son tour les participants à l'atelier au nom du comité d'organisation. Elle se présente en tant que députée parlementaire mais aussi en tant qu'agricultrice et productrice de lait. Au niveau du Parlement, elle se bat pour repenser la politique agricole pour tout ce qui concerne la biodiversité de l'environnement, le changement climatique et l'agriculture paysanne, ici et dans le monde. Les 72h du lait lui tiennent particulièrement à cœur car c'est son dernier événement en tant que députée parlementaire. Dans son discours, elle affirme que l'incohérence et l'impact négatif des politiques européennes sont devenus très clairs lors de la suppression controversée des quotas laitiers en Europe. Cela a entraîné (i) la chute massive des prix pour les producteurs européens, (ii) la fermeture de beaucoup de fermes productrices européennes, (iii) l'achat de lait en poudre par les institutions européennes, (iv) l'apparition de subventions de stockage, (v) l'exportation à prix dérisoires en Afrique de l'Ouest. Elle cite l'exemple du Burkina Faso concernant les prix dérisoires du lait en poudre, ce dernier ne coûte qu'un tiers du prix du lait local. Elle est impartiale et confirme que cette situation menace l'existence des producteurs locaux. Malgré cela, elle nous informe que l'Europe prévoit une nouvelle augmentation des exportations de lait en poudre pour cette année (2019). Alors que des entreprises telles que FrieslandCampina ont investi dans le secteur laitier dans les pays de la CEDEAO dans le but de traiter ce lait en poudre. Cette politique est totalement incohérente et, selon Maria, détruit le marché du lait local en Afrique de l'Ouest.

Elle enchaîne en évoquant des pistes au niveau européen. Pour elle, il faut renforcer le secteur laitier local en Afrique de l'Ouest. Ceci peut se faire en mettant en place (i) une politique agricole européenne sans effets secondaires, (ii) une politique commerciale équitable, qui laisse suffisamment de place aux pays partenaires pour protéger certains facteurs, (iii) des investissements qui seraient profitables pour les entrepreneurs locaux. Elle continue en nommant les différents acteurs qui pourraient influencer tout cela, à savoir l'Union européenne (UE) mais aussi les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest qui doivent prendre les bonnes mesures et les bonnes décisions en soutenant les agriculteurs. Elle finit son mot d'ouverture en donnant un état d'avancement sur la nouvelle réforme de la Politique agricole commune (PAC) au Parlement, dont elle déclare avec regret qu'à nouveau, la Commission parlementaire de l'agriculture a manqué l'occasion du redressement de l'agriculture. Elle rappelle également que la politique qui a été votée en 1960, était une

politique aux effets secondaires bien connus sur l'environnement, le climat, la vie à la ferme. Ce qui est, selon elle, très décevant surtout du point de vue de la coopération au développement.

Après l'intervention de Maria Heubuch, c'est Ibrahima Aliou, Secrétaire Général de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS) qui prend la parole. Ibrahima Aliou fait [une présentation](#) en mettant l'accent sur quelques chiffres importants, rappelant le cadre des discussions. Il rappelle à la salle que la principale contrainte de la filière du lait local en Afrique de l'Ouest est le cadre politique actuel. Ce cadre a fixé des barrières tarifaires très basses pour la poudre de lait importée. Celle-ci n'est taxée qu'à 5 %, ce qui fait preuve d'une volonté politique favorisant plutôt l'importation par rapport à la production locale. Dans son intervention, Ibrahima Aliou donne l'exemple de la ville de Bamako où 90 % du lait consommé est du lait en poudre. Ensuite, Ibrahima Aliou présente une nouveauté qui s'ajoute à la problématique et qui est celle du mélange de poudre de lait écrémé et de matière grasse végétale, mélange dit « MGV ». Les mélanges MGV sont 40 à 50 % moins chers que le lait local. Par conséquent, les consommateurs ont plutôt recours à ces produits, sans pour autant se rendre compte de ce qu'ils consomment réellement. Selon Ibrahima Aliou, cette problématique, relativement nouvelle, est une des conséquences de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne (UE) qui pousse à une surproduction de lait dont les excédents sont écoulés/déversés en Afrique de l'Ouest.

D'après Ibrahima Aliou, il faut donc des politiques qui soutiennent plutôt la filière laitière locale en Afrique de l'Ouest, dont le développement fait partie intégrante du développement économique et social du Sahel, zone (semi-)aride, où l'(agro-)pastoralisme constitue la seule manière de valoriser durablement les espaces et de lutter contre les changements climatiques. Ibrahima Aliou continue en expliquant que soutenir la filière laitière locale implique également de lutter contre la faim et la pauvreté et de stopper l'exode rural, qui mène à la migration vers l'Europe. C'est donc pour ces raisons qu'il faut des politiques qui favorisent le lait local et équitable en Afrique de l'Ouest, mais aussi en Europe. Chacun doit y trouver son compte.

Madame Zingan, complète l'intervention d'Ibrahima Aliou en présentant le cas spécifique du Sénégal et les efforts fournis par le pays pour justement développer un cadre national qui favorise le lait local (cf. l'exonération de la TVA du lait local). Madame Zingan explique qu'au Sénégal, l'élevage constitue un secteur important de l'économie du pays, de par sa contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ainsi qu'à la création de richesses. Lors du dernier recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage, il en ressort que 29,5 % des ménages sénégalais pratiquent l'élevage, soit 476 668 ménages. Au niveau rural, Madame Zingan explique que la place de l'élevage est encore plus imposante avec 47 % des ménages qui exercent cette activité. Ce rôle important de l'élevage est reconnu par l'Etat sénégalais qui y investit à travers plusieurs programmes. Concernant les importations de lait et de produits laitiers dans son pays en 2017, elle les chiffre à 30 660 tonnes (soit 211,6 millions de litres et 50 milliards FCFA). Elle termine en insistant fortement sur l'importance qu'a le gouvernement sur le développement de la filière locale et cite les dix lignes d'actions majeures qui ont été identifiées de manière consensuelle dont entre autres le fait de vouloir poursuivre la réflexion pour le renforcement de la réglementation fiscale favorable à la promotion de la production laitière nationale.

Finalement Dodo Boureima donne l'exemple de l'Offensive Lait, développée par la CEDEAO, qui s'inscrit dans les efforts de la CEDEAO pour assurer la sécurité alimentaire mais qui est aussi une façon de reconnaître le pastoralisme.

2.2. *Panel 1 : « Influence du commerce et des investissements européens »*

- **« Effet du lait européen sur la filière laitière locale »** - Laurent Levard (GRET) et Hindatou Amadou (Coordinatrice de la campagne « Mon lait est local » et membre de l'APESS). Présentation [ici](#). Dans sa présentation, Hindatou Amadou affirme que seulement 2 % du volume de lait traité en Afrique de l'Ouest est collecté et transformé par les laiteries et mini-laiteries, ce qui oblige à avoir recours aux importations pour répondre à la demande. Le problème se trouve donc surtout au niveau de la collecte. Ensuite, Laurent Levard présente l'étude réalisée par le GRET qui propose quatre scénarios de développement de la filière dont un qui est mis en avant plus explicitement.

Dans celui-ci les barrières tarifaires pour la poudre de lait entière importée en vrac et les mélanges MGV monteraient de 5 % à 35 % et la TVA sur le lait local serait supprimée. Selon l'étude, c'est surtout ça qui augmenterait la compétitivité du lait local. Une politique qui vise la protection du marché devrait être encouragée. Par contre, la situation actuelle est la conséquence d'une politique européenne qui pousse les Etats africains à garder leurs barrières tarifaires ridiculement basses. La responsabilité est donc partagée entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. D'après Laurent Levard, en ce qui concerne l'Europe, c'est surtout le système d'aides au niveau de la PAC (promouvant un élevage plutôt intensif) et la politique commerciale (cf. APE) qui pose problème et qui menace la filière du lait local en Afrique de l'Ouest.

- **« Stratégie de développement des industries européennes en Afrique de l'Ouest – To collect or not to collect? /Le commerce de « la poudre de lait écrémée et réengraissée en matière grasse végétale »** Docteur Christian Corniaux (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD). Sa présentation se trouve [ici](#). Dans son exposé, Christian Corniaux présente deux dynamiques récentes qui ont un impact énorme sur la filière laitière locale en Afrique de l'Ouest. Il s'agit notamment de (i) l'installation des multinationales laitières européennes en Afrique et (ii) de l'impact de la poudre de lait réengraissé (mélange MGV). Selon Christian Corniaux, ces dynamiques sont récentes et en pleine mutation. En utilisant une carte d'Afrique, il montre qu'énormément de multinationales européennes, si pas toutes, sont présentes en Afrique de l'Ouest depuis 2018. Elles sont très actives et utilisent toutes de la poudre de lait. C'est ainsi que l'implantation de ces multinationales peut être considérée comme un nouveau canal encore plus puissant pour faciliter les importations de poudre de lait. Toutefois, les entreprises commencent aussi à s'intéresser au lait local. Pour les entreprises, différents enjeux les poussent à s'investir là-dedans, comme la responsabilité sociétale d'entreprise (RSE), l'image, etc. Parfois ce sont aussi les Etats qui obligent les entreprises à s'investir dans le lait local comme ce qui est le cas avec ARLA au Nigéria. Cependant, les volumes de lait local collectés par les entreprises restent assez bas mais ça concerne quand même de plus en plus de personnes et ça a un énorme potentiel. Concernant la deuxième évolution, notamment celle des mélanges MGV, Christian Corniaux insiste dans son exposé sur le fait que le lait végétal n'existe pas, que si on enlève la graisse animale, ce n'est plus du lait. Il souligne aussi que les mélanges MGV ne se vendent pas en Europe. En Afrique de l'Ouest par contre, ce lait réengraissé avec des matières grasses végétales est la matière première utilisée et vendue en priorité pour les produits « laitiers » dans les villes, et c'est vendu tant au niveau des marchés formels qu'informels.
- **«Le Kenya : une politique d'importation favorisant le développement de la filière locale ? »** Docteur Margareta Lelea (chercheuse auprès de l'Institut Allemand pour l'Agriculture Tropicale et Sub-tropicale). Présentation [ici](#). Dans son exposé, Mme Margareta Lelea présente le cas du Kenya, où les droits de douane sont fixés à 60 %. Les produits laitiers assurent la subsistance de diverses personnes au Kenya, notamment des pasteurs, des agriculteurs, des marchands de lait et des détaillants de lait. Sa présentation s'appuie sur des recherches qu'elle a menées dans le comté de Nakuru de 2013 à 2018. La production de lait est importante pour la génération de revenus, en particulier pour les femmes. Dans son exposé, Mme Margareta Lelea a également souligné l'importance écologique et sociale des systèmes d'agriculture familiale et l'importance de distinguer le marché formel du marché informel.

2.2.1. Interventions complémentaires

- **Maria Noichl, membre allemand du Parlement européen (S&D).** Selon Maria Noichl, pour protéger les marchés locaux, il faut un « vrai » prix pour les produits importés. Ce vrai prix doit tout inclure y compris la pollution liée aux transports outre-mer ou encore les coûts liés à la déforestation/l'expropriation de la population pour la production de l'huile de palme (utilisée dans les mélanges MGV). Si le prix du lait importé comprend tous ces frais, ça ne posera plus de problème. Selon Maria Noichl, il faudrait aussi avoir un étiquetage pour montrer la provenance du lait et distinguer ce mélange MGV du lait local. Elle explique également que pour les

multinationales, le marché du lait ouest-africain représente l'eldorado. Le marché, n'ayant aucune conscience, il ne se régule pas tout seul, selon Maria Noichl. Par conséquent, il est important de créer des limites. L'idéal serait de créer une politique de régulation pour le marché du lait. Dans son intervention, Maria Noichl revient également sur le cas du Kenya, elle se demande si le commerce équitable aiderait le pays. Margareta Lelea répond à cette question que non, le Kenya a besoin d'un commerce protecteur (qui protège la filière locale), car il n'est pas encore au niveau permettant de mettre en place un commerce équitable. En Afrique, les marchés doivent encore se développer alors qu'en Europe ils sont déjà bien développés. Il faut donc commencer par soutenir et protéger le commerce local.

- **Leonard Mizzi, Commission européenne (DG DEVCO, Chef d'unité C1 – développement rural, sécurité alimentaire et nutrition).** Selon Leonard Mizzi, il faudrait instaurer un dialogue qui intègre tous les acteurs : producteurs, transformateurs, consommateurs, et aussi, et surtout, les différents niveaux de prise de décision, tant au niveau européen qu'au niveau africain. C'est aux pays eux-mêmes de réfléchir au type de protection du marché qu'ils recherchent. Notamment pour le Nigéria qui a un rôle important à jouer. En même temps Leonard Mizzi stipule qu'il faut considérer la problématique dans son entièreté pour trouver des solutions avec l'ensemble des acteurs. Pour cela, les gouvernements régionaux doivent s'impliquer davantage car ils ont, selon lui, énormément de poids. Les institutions telles que le FIDA et la FAO doivent aussi être impliquées. Il est donc important de trouver une approche harmonisée, avec tous les acteurs autour de la table.

2.2.2. Discussions et échanges

La première prise de parole suite aux échanges est une réaction sur la remarque de M. Mizzi par rapport à la nécessité d'impliquer tous les acteurs : cette remarque fait comprendre que la table ronde ne représenterait pas suffisamment les différents types d'acteurs impliqués. C'est Erwin Schöpgens (MIG-EMB) qui lui répond en lui demandant de s'interroger sur les intérêts qui sont défendus à travers les politiques. Si les entreprises européennes sont de plus en plus présentes sur les marchés africains, c'est la suite d'un choix politique. Erwin Schöpgens remarque aussi que la division des responsabilités entre les différentes DG contribue à la problématique car aucune DG ne semble assumer pleinement sa responsabilité dans la problématique du lait local. Erwin termine son intervention en rappelant que les 72h sont vraiment cruciales et uniques car pour la première fois, des producteurs africains et européens se réunissent pour demander des politiques qui soutiennent les éleveurs qui vivent de leur production laitière.

Après l'intervention d'Erwin, une réaction de Hélène Moraut de la part du Comité des Régions (CoR) souligne la nécessité de travailler davantage sur la cohérence des politiques pour le développement. Et l'Europe doit arrêter d'exporter ses coûts de production. Réaction qui est soutenue par Inès Trépart, conseillère pour le développement (Greens/EFA). Elle ajoute que le modèle industriel agricole est une des causes des changements climatiques et que dans le débat actuel qui les concerne, l'agriculture doit être incluse. Elle continue en disant que la proposition de supprimer la TVA sur le lait local va à l'encontre des politiques de coopération européenne qui encouragent justement de développer la fiscalité dans les pays du Sud. Dans son discours, elle se pose la question concernant le fait de reconnaître l'exception agricole. La nourriture n'est pas une marchandise comme les autres et il faut la protéger.

Ensuite, les différents directorats-généraux de la Commission ont pris la parole. Le premier est le représentant de la DG Trade, Remco Vahl, Senior Expert. Il rappelle qu'en Afrique de l'Ouest, la consommation moyenne par personne est de 23 kg de lait/personne/an alors que la norme est entre 70-90 kg de lait/personne/an. Il y a donc un besoin clair qui n'arrive pas à être couvert par la production locale. « Si on éjecte ce lait européen, on va le faire venir d'ailleurs, de Chine par exemple car le besoin est là et on n'arrive pas à le couvrir localement ». Il conclut en disant qu'il faut trouver comment résoudre le problème et comment améliorer la compétitivité locale, tout en acceptant que l'importation existe. Il termine son discours en disant qu'avec l'urbanisation et les taux de croissance démographique, la demande de lait va encore augmenter. Leonard Mizzi – en réponse à la réaction de son collègue de la DG Trade – rappelle que seulement 5 % des exportations de lait en poudre sont à destination de l'Afrique de l'Ouest. Il rappelle aussi la nécessité

d'inclure le Nigéria, et qu'il faut une approche holistique. Il termine son discours en rappelant à tout le monde qu'en juin un sommet interministériel sera organisé à Rome entre ministres de l'agriculture de l'UA et de l'UE. Suite à M. Mizzi, son collègue Remco Vahl reprend la parole et rebondit sur l'exception agricole en expliquant que cette dernière est bien incluse dans les négociations autour des APE. Par rapport à une révision à la hausse du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO, M. Vahl rappelle que c'est aux Etats africains de considérer ça et non pas à l'Union européenne. Il stipule aussi que dans la suite des accords post-Cotonou, des clauses sur les droits humains et sur les changements climatiques ont été prévues.

Ensuite, Ibrahima Aliou recadre les échanges en disant que : « *Le débat est très simple : nous avons des problèmes pour accroître notre production à grande échelle, pour nous structurer, pour vivre, et ces problèmes sont causés par le fait que nous n'arrivons pas à couvrir nos coûts de production, à cause de la compétition déloyale. Pourquoi doit-on nous imposer de ne pas vivre ? Pourquoi doit-on importer de la surproduction que l'Europe a créée ? C'est ça, le débat clef. On aura d'autres occasions pour réunir tous les acteurs, ce n'est pas ça dont il est question aujourd'hui. Les petits producteurs européens subissent la même concurrence déloyale que ceux d'Afrique. On veut du changement. C'est à nos gouvernements de le faire, mais vous faites pression sur nos gouvernements pour qu'ils signent les APE. Nous faisons du plaidoyer et on sait que c'est comme ça que ça marche. Vous montrez l'exemple du Sénégal, Burkina Faso et autres, mais ces pays ont signé les APE. En ce qui concerne le climat, on ne va pas refaire la conférence de Paris, c'est vous qui polluez et vous nous dites de produire sans polluer ? Nous sommes ici pour poser nos problèmes ».* Madame Garriko conclut le premier débat en affirmant que l'Afrique peut nourrir son peuple, et qu'il faut adopter de bonnes politiques.

2.3. Panel 2 : « Propositions pour la cohérence des politiques européennes en appui au développement de la filière locale »

- **« La politique agricole européenne (PAC) : do no harm? Pour la cohérence de la PAC avec le développement de la filière Lait local en Afrique de l'Ouest »** – Pascal Erard (Comité français pour la solidarité internationale – CFSI). Présentation [ici](#). Selon Pascal Erard, la cohérence de la PAC n'est qu'un enjeu éthique, une obligation des traités européens. Il dit que les APE demandent de faire descendre les taux de douane à 0 % : c'est dangereux car une fois les APE appliqués, il n'est plus possible de revenir en arrière. Ils ne cherchent pas à écouter les partenaires mais à imposer leurs intérêts. Il pense qu'il faudrait inclure un chapitre sur les cohérences des politiques en intégrant un organisme de suivi, de plainte et de correction des incohérences, adopter des mesures flexibles de gestion de l'offre de la production laitière européenne pour éviter les crises qui résultent de la surproduction.
- **« Programme de responsabilisation face au marché : propositions de producteurs laitiers européens »** – Sieta van Keimpema. Présentation [ici](#). Ce qui est important selon Sieta van Keimpema et les producteurs laitiers européens - au vu des crises de lait récurrentes sur les marchés - c'est que la vente du lait est, actuellement, à un prix inférieur aux coûts de production, ce qui provoque des crises qu'il faut essayer de prévenir. La situation s'est empirée avec la suppression des quotas. Sieta stipule qu'elle sait que ce n'est pas possible de les réactiver et donc, pour faire face à cette situation, l'EMB propose d'autres instruments intelligents de gestion de marché tels que le Programme de responsabilisation face au marché. Cet instrument marcherait avec des indices, permettant de gérer le marché en activant le programme lorsque les indices descendent à un certain niveau (en dessous de 100). Dans sa présentation, Sieta van Keimpema parle aussi du climat et dit qu'il est important d'ancrer également le climat dans la PAC car les crises de production liées au climat ont un prix élevé.
- **« Intégrer les perspectives Sud par la participation des organisations de producteurs dans les politiques et rôle du monitoring des marchés laitiers »** - Philippe Collin, Confédération paysanne. Présentation [ici](#). Dans son intervention, Philippe Collin fait le point de l'Observatoire du Marché du Lait dont il est un ancien membre. Il est d'accord qu'un observatoire peut servir pour avoir une vision de l'état du marché et que cela peut augmenter la transparence. Par contre, il se demande si cette dernière est un objectif en soi. Il réagit également concernant le mélange de lait

en poudre et de matière grasse végétale en disant que dans ce cas il est important de ne plus parler de lait mais de sous-produit. Il finit en disant que la production laitière est un outil de développement pour la paysannerie.

- **« La politique commerciale – Analyse et proposition . How can coherent European policies contribute to the development of the local dairy industry in West Africa? »** - Marc Maes (11.11.11 – Concord). Présentation [ici](#). Marc Maes commence sa présentation en faisant le point sur des Accords de Partenariats Economiques (APE) en Afrique de l’Ouest. Il clarifie que pour l’instant il n’y a pas d’APE pour toute l’Afrique de l’Ouest (espace CEDEAO) car celui-ci n’a pas encore été ratifié par toutes les parties (le Nigéria n’ayant pas signé). Pour le changer, il faut d’abord qu’il soit ratifié et puis révisé. Il souligne qu’il existe bien deux autres APE intermédiaires avec le Ghana et la Côte d’Ivoire où le tarif douanier pour le lait importé est bloqué à 0 %. Le défi est de revoir ce taux. Outre les APE, Marc Maes fait le point sur la suite des accords de Cotonou dans lesquels il n’y a pas grand-chose par rapport au lait. Les APE feront partie de la suite des accords de Cotonou et les pays ACP sont invités à les rejoindre. Marc Maes fait aussi le point sur l’« Africa – EU alliance for sustainable investment and jobs » dans laquelle l’Europe vise surtout les investissements et l’implication du secteur privé. Il termine sa présentation en mentionnant le rapport du Task Force for Rural Africa qui sera primordial pour les futures relations (agricoles) entre l’UE et l’Afrique.

2.3.1. Interventions complémentaires

- **Hilde Vautmans, membre du Parlement européen (ALDE)**. Hilde Vautmans soutient la production locale et la chaîne courte que ce soit en Belgique ou en Afrique, elle soutient aussi la campagne « Mon lait est local ». Selon elle, un secteur laitier équitable et durable est crucial pour l’avenir du marché du lait. Elle revient sur la négociation des accords post-Cotonou et des APE, elle est d’opinion qu’il faut renforcer les partenariats entre l’Union européenne et l’Afrique.
- **Cristina Miranda Gosalvez, Commission européenne (DG AGRI)**. Cristina Miranda Gosalvez présente une conclusion préliminaire des interventions précédentes en parlant des opportunités pour le secteur. Elle dit que c’est possible de développer la chaîne de valeur du lait en Afrique. Par contre, tant que la production locale du lait en Afrique n’est pas assez développée, il faut accepter le fait qu’il y ait toujours des importations. La coopération est importante pour développer cette chaîne de valeur. La conférence interministérielle en juin 2019 entre l’UE et l’UA est très importante, de ce fait elle souligne que « nous voulons aussi impliquer le secteur privé, beaucoup d’entre vous sont invités et cette année, la rencontre aura lieu à Rome et je veillerai à inviter qui de droit. Nous pensons que le secteur privé peut remplir un rôle majeur, et ce d’autant plus en raison de la croissance démographique en Afrique de l’Ouest ». Elle informe la plénière que la Commission veut développer une plateforme agro-business avec des partenaires locaux, pour que les approches européennes soient bénéfiques aux partenaires locaux. Mais comment investir de façon bénéfique pour ces producteurs ? Elle pose cette question à tout le monde. Elle explique que la plateforme est une chance pour les producteurs de proposer des mesures à mettre en œuvre. Certains parlent de concurrence (du lait) au niveau qualitatif et quantitatif. Elle dit qu’il est important de renforcer la qualité, l’Europe peut aider l’Afrique pour le faire, cette suggestion figure dans la plateforme. Elle répète que le partage de connaissances est important pour rapprocher l’Europe et l’Afrique à tous les niveaux : individuel, agricole, au niveau des producteurs, des entrepreneurs, des étudiants, des politiques... pour partager les connaissances et les expertises. Elle conclut en disant que le travail politique et les investissements vont de pair, et c’est la seule façon pour promouvoir le secteur afin de répondre à la demande croissante.
- **Ibrahim Diallo, Président de l’Union nationale des Mini-laiteries et Producteurs de Lait local du Burkina Faso (UMPL/B)**. Ibrahim Diallo explique qu’un produit qui finit dans un tel pays d’Afrique est déjà passé par d’autres, qui n’ont pas ratifié les APE intermédiaires. C’est là qu’on voit la stratégie des multinationales. Il dit par exemple que les multinationales arrivent à contourner les règles avec les importations de poudre de lait en vrac (taxées à 5 %) et le reconditionnent sur

place évitant ainsi les tarifs de douane plus élevés (le détail est taxé à 35 %). Dans son intervention Ibrahim Diallo dit accepter que le lait en poudre ne vienne pas que de l'Europe mais il dit qu'il faut reconnaître quand même que c'est particulièrement de là qu'il vient. Il dit que les éleveurs pasteurs en Afrique de l'Ouest sont sensés vivre de la viande et du lait mais qu'à l'heure actuelle ces produits ne valent plus rien. Il dit aussi que les producteurs, qu'ils soient africains ou européens, ne s'en sortent pas et qu'en soutenant les projets de développement du lait local en Afrique, on évitera l'exode rural, la déscolarisation et les pertes de moyens de production. Il termine en faisant le point sur la création du label Fairefaso au Burkina Faso qui fait preuve des solutions cherchées par les éleveurs eux-mêmes.

2.3.2. Discussion

Thierry Kesteloot, président de ce second panel, ouvre la discussion en demandant à la salle comment on pourrait sortir de l'impasse perdant-perdant ? Des solutions sont proposées par la salle avec notamment Erwin Schöpges qui répète que le problème serait vite résolu si on arrêta la surproduction en Europe. Une autre proposition de la salle est de revoir la nomination du lait réengraissé et de la clarifier.

Suivant cette brève réaction, Luis Carazo-Jimenez, chef de l'unité produits animaux de la DG AGRI exprime son désaccord avec l'affiche de la campagne « N'exportons pas nos problèmes » car l'UE exporte des produits laitiers et pas des problèmes. Cette réaction vaut une grande acclamation de l'assemblée qui pense que les produits laitiers exportés sont remplis de problèmes. Cependant, Luis Carazo-Jimenez continue en disant que selon lui, le produit exporté en Afrique est sain et loyal mais il concède que ce n'est pas du lait. Il rajoute que l'Afrique de l'Ouest ne représente qu'une petite partie du marché européen. Il clarifie également que selon lui ce n'est pas correct de dire que la fin des quotas est le problème car on exportait déjà quand il y avait les quotas. Au niveau de volumes exportés vers l'Afrique, il répète qu'ils sont très petits (5 %) comparés au reste et qu'il faut regarder les chiffres, ils parlent d'eux-mêmes.

Dans une autre réaction, Jacques Berthelot – l'auteur de l'étude qui est à la base de la campagne « N'exportons pas nos problèmes » - dit que si on va vers des taux plus élevés (35 %), il y a un risque que le mélange se fasse en Afrique. Le mélange pourrait donc se faire sur place pour éviter cette taxation, le ré-ensachage se ferait sur le terrain. Selon Jacques Berthelot, quoiqu'on fasse au niveau de la taxation, il y aura toujours des stratégies de détournement. Il termine son intervention par dire qu'il serait plus intéressant de développer le lait au niveau local ainsi que l'étiquetage.

Thierry souligne les différends concernant les chiffres, et dit qu'il faudrait une recherche plus approfondie sur ceux-ci. Dodo fait une proposition. Il veut qu'on appuie les initiatives existantes d'abord avant de parler d'investissements extra venant de l'Europe. « *Nous devons NOUS-mêmes définir NOS priorités. Nous savons où nous pouvons nous appuyer pour que nos besoins se développent. Qu'il y ait des statistiques ou non, nous vivons une situation dramatique au niveau des producteurs et cela est dû à la concurrence du lait en poudre* ».

Halima Tiousso (plateforme paysanne Niger/ROPPA) réagit sur la discussion en faisant le point sur la qualité du lait importé en Afrique de l'Ouest et sur le rôle du consommateur. Elle se demande plus précisément où est le choix du consommateur. Selon elle, le consommateur ne choisit pas réellement car le consommateur ne peut que prendre ce qu'il trouve. A cela s'ajoute aussi le problème de l'alphabétisation et du manque d'informations. Elle ajoute que le problème n'est pas seulement la surproduction en Europe mais aussi – en faisant référence aux mélanges MGVI – qu'en Afrique on vend des produits non consommés en Europe et qu'il n'y a pas assez d'études scientifiques sur les effets néfastes de la consommation de produit. Elle termine son intervention en faisant un appel à l'UE : « *Aidez-nous à produire en qualité et en quantité des produits avec un bon apport nutritionnel* ».

En réaction à l'intervention de Halima, Ibrahima Aliou se demande pourquoi l'Europe exporte ce mélange si les habitants européens ne le consomment pas. Ainsi, il conclut que l'Europe exporte bel et bien ses problèmes et que cette concurrence est déloyale. Il affirme aussi que si ces exportations vers l'Afrique ne

représentent que 5 %, autant le diminuer à 2 % ou 0 % ce qui fera des centaines de millions de bénéficiaires en Afrique.

2.4. Conclusion

Pour clôturer la session, la première conclusion vient d'Erwin Schöpgens qui rappelle à la salle que les 72h constituent un moment historique car pour la première fois les paysans européens et africains se réunissent pour mener un combat ensemble. Il rappelle aussi que les producteurs sont soutenus par les ONG. Il dit que le point principal, c'est d'arrêter la surproduction et le dumping dans les pays tiers et que pour y arriver, il faut discuter, il faut un observatoire de prix qui soit un réel indicateur de crises ici et dans les pays tiers. Il ajoute qu'il faut des politiques cohérentes et qu'il faut inclure les paysans dans les dialogues. Il répète que les éleveurs veulent vivre de leur travail et ne pas dépendre des primes pour assurer leur quotidien.

Suivant cette intervention, c'est Madame Zingan qui prend la parole et qui fait le point sur les négociations commerciales : « *Nous ne sommes pas sur un terrain d'égalité lors de ces réunions. Ceux qui ont de l'argent mènent les négociations. Je répète l'importance de définir précisément nos priorités afin de mieux œuvrer dans un champ complexe* ». Elle répète que les exportations/dumping vers l'Afrique causent réellement des dégâts, même si ça ne représente que 5 % des exportations de l'UE. En même temps elle rappelle à la salle que c'est aussi important de ne pas oublier les besoins d'investissement dans la filière.

Dodo Boureima déclare le mot de la fin et s'exprime sur ce qu'il retient. Il explique à la salle que le mal-être des Africains se retrouve aussi chez les Européens et que c'est le même cri, malgré la distance, quelque chose qui les unit. L'autre aspect, c'est que la surproduction européenne est vue comme un mal qui appauvrit les producteurs et qui permet des contournements aux multinationales. Elles contournent les règles imposées par le commerce international. Il soulève surtout la question des mélanges MG. Il rappelle que c'est avant tout une préoccupation éthique puisqu'on envoie des choses en Afrique mais il n'y a aucune information pour savoir si elles sont consommables ou non. Les Européens ne les consomment pas, mais les Africains bien. Il conclut en disant que la politique agricole au niveau local existe, et tous ceux qui peuvent aider l'Afrique de l'Ouest doivent reconnaître le leadership de la CEDEAO pour la mettre en œuvre. « *Tant qu'on ignore ce leadership, ça n'ira pas* ».

A. Annexe: Liste des Participants Jour 1

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Structure</i>
ABOUBACAR	Habsatou	Tin Hanin Niger
ABREGO SANTIAGO	Miguel Angel	FAO
AGBAHEY	Johanes	GIZ
ALIOU	Ibrahima	APESS
AMADOU	Hindatou	APESS
AUBAGUE	Serge	Care DK
AVEZOU	Ninon	Inter-Réseaux
AZARA	Remalia	Oxfam
BA	Aliou Hamady	
BA	Elhadji	AMAD
BADJI	Moussa	DGD
BOTREAU	Hélène	Oxfam France
BOUREIMA	Dodo	RBM
BRAHIM MALLOUM	Abba	
BLUM	Arnold	BDM
BUTILLON	Julia	VSFb
CHOPLIN	Gérard	Consultant
CORNIAUX	Christian	CIRAD
CORONEL	Célia	IRAM
DÄBERITZ	Silvia	EMB
DE KEYSER	Eloïse	SOS Faim
DE WAEGENEER	Benoit	Oxfam
DEMBELE	Adama	FENALAIT
DESCHUYTENER	Florence	DGD

DIA	Moustpaha	RBM
DIALLO	Ibrahim Adama	UMPL/B
DICKO	Mariama	UMPL/B
DOVONOU	Christian	VSFB
DUCENNE	Audrey	VSFB
FOS	Apolina	
GOMARASCA	Margherita	VSF-International
GRAAS	François	SOS Faim
GRODENT	Jean-Jacques	Consultant
HAUGLUSTAINE	Olivier	SOS Faim
HIMAT Safa	Safa	VSFB
IMRAN HOSSAIN	Mohammed	
KESTELOOT	Thierry	Oxfam
LAGNAUX	Rudy	DGD
LANGER	Vanessa	EMB
LELEA	Margareta	DITSL/CELEP
MASON	Stefano	AVSF
MENSAH	Kristina	GIZ
NTAKIRUTIMANA	Odile	AEFJN
OUALMAKRAN	Khadija	Oxfam
REZZIN	Marzia	Eurovia
SANCHEZ MAINAR	Maria	FIL-IDF
SCHÖPGES	Erwin	MIG
SM Monjur	Rashid	
SOWE	Modou	
TEHEUX	Célie	VSFB
TIOUSSO	Halima	ROPPA
VAN DER WIELEN	Anne-Laure	SOS Faim

VAN KEIMPEMA	Jantje Sieta	EMB
VAN TROOS	Koen	VSFB
VAN WAEYENBERGE	Sofie	ENABEL
WILLEMS	Hilde	
YORK	Georgina	Oxfam
ZINGAN PAUL	Juliette	Assemblée nationale Sénégal

B. Annexe : Liste des Participants Jour 2

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Structure</i>
ABOUBACAR	Habsatou	Tin Hanin Niger
AGBAHEY	Johanes	GIZ
ALIOU	Ibrahima	APESS
AMADOU	Hindatou	APESS
ANTONELLI	Claudia	International Aid/Cooperation Officer at DG DEVCO
AUBAGUE	Serge	Care DK
AVEZOU	Ninon	Inter-Réseaux
AZARA	Remalia	Oxfam
BA	El Hadj	AMAD
BERTHELOT	Jacques	Agroeconomist/SOL
BOUREIMA	Dodo	RBM
CARAZO JIMENEZ	Luis	DG AGRI
CHOPLIN	Gérard	Consultant
COLLIN	Philippe	Confédération paysanne
CORNIAUX	Christian	CIRAD
DÄBERITZ	Silvia	EMB
DE WAEGENEER	Benoit	Oxfam
DEMBELE	Adama	FENALAIT
DIA	Moustapha	RBM
DIALLO	Ibrahim Adama	UMPL/B
DICKO	Mariama	UMPL/B
DOVONOU	Christian	VSFB
EL FASSI	Chiraz	Assitstant of MEP Arena
EL YOUSFI	Nais	SOS Faim

ERARD	Pascal	CFSI
GARIKO	Korotoumou	
GRAAS	François	SOS Faim
GRODENT	Jean-Jacques	Consultant
HEUBUCH	Maria	MEP
KESTELOOT	Thierry	Oxfam
LAMBRECHT	Toon	Trainee at DG TRADE
LANGER	Vanessa	EMB
LECLOUX	Henri	Farmer/ECVC
LEFÈVRE	Adrien	FaireFrance
LELEA	Margareta	DITSL/CELEP
LEVARD	Laurent	GRET
LOSTE	Aurore	AFD
MAES	Marc	11.11.11/CONCORD
MENSAH	Kristina	GIZ
MIRANDA GOSALVEZ	Cristina	DG AGRI
MIZZI	Leonard	DG DEVCO
MORAUT	Hélène	CoR
NOICHL	Maria	MEP
NTAKIRUTIMANA	Odile	AEFJN
PFALLER	Johannes	EMB
SCHÖPGES	Erwin	MIG
SM Monjur	Rashid	
STAES	Bart	MEP
TEHEUX	Célie	VSFB
TIOUSSO	Halima	ROPPE
TRÉPANT	Inès	Adviser on Development Issues (EP – Greens)
ULMER	Karin	ACT Alliance EU

VAHL	Remco	Senior Expert at DG TRADE
VAN DER WIELEN	Anne-Laure	SOS Faim
VAN KEIMPEMA	Jantje Sieta	EMB
VAN TROOS	Koen	VSFB
VAUTMANS	Hilde	MEP
ZINGAN	Juliette Paule	Assemblée nationale Sénégal